

Art. 2. Les statuts coordonnés de la « Vlaamse Maatschappij voor Watervoorziening » sont repris en annexe jointe au présent arrêté.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 14 juin 2013.

Art. 4. Le Ministre flamand ayant l'environnement et la politique des eaux dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 25 octobre 2013.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
K. PEETERS

La Ministre flamande de l'Environnement, de la Nature et de la Culture,
J. SCHAUVLIEGE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/206478]

5 NOVEMBRE 2013. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 22 mars 2010 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, l'article 51*bis*, alinéa 1^{er}, 2^o;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité, l'article 25*bis*;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz, l'article 29*bis*;

Vu l'arrêté ministériel du 22 mars 2010 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 30 juillet 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 28 octobre 2013;

Vu l'urgence;

Considérant que les modifications apportées à l'arrêté ministériel du 22 mars 2010 doivent entrer en vigueur le 1^{er} septembre 2013,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 22 mars 2010 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie, le 19^o est remplacé par le texte suivant :

« 19^o : « programme UREBA » : programme instauré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments (UREBA) et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 mars 2013 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments et l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les bâtiments (UREBA); ».

Art. 2. L'article 35 de l'arrêté ministériel du 22 mars 2010 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 35. § 1^{er}. Une prime est octroyée, en cas de rénovation, pour l'audit énergétique global d'une maison unifamiliale réalisé conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} juin 2006 fixant les modalités d'agrément des auditeurs pour la réalisation d'audits énergétiques dans le secteur du logement.

Le montant de la prime est de 60 % de la facture ou de la note d'honoraires et n'excède pas 360 euros par audit.

§ 2. Une prime est octroyée, en cas de rénovation, pour l'audit énergétique d'un logement réalisé conformément à l'article de 2 de l'arrêté ministériel du 15 juillet 2013 portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 novembre 2012 relatif à l'audit énergétique d'un logement.

Le montant de la prime est de 60 % de la facture ou de la note d'honoraire et n'excède pas 360 euros par audit.

§ 3. Une prime est octroyée, en cas de rénovation, pour l'audit énergétique d'un appartement réalisé conformément à l'article de 3 de l'arrêté ministériel du 15 juillet 2013 portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 novembre 2012 relatif à l'audit énergétique d'un logement.

Le montant de la prime est de 60 % de la facture ou de la note d'honoraires et n'excède pas 250 euros par audit.

§ 4. Une prime est octroyée, en cas de rénovation, pour l'audit énergétique d'un immeuble à appartements ou d'un immeuble d'hébergement collectif réalisé conformément à l'article de 4 de l'arrêté ministériel du 15 juillet 2013 portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 novembre 2012 relatif à l'audit énergétique d'un logement.

Le montant de la prime est de 60 % de la facture ou de la note d'honoraires et n'excède pas 500 euros par audit.

§ 5. Une prime est octroyée, en cas de rénovation, pour l'audit énergétique d'un immeuble à appartements ou d'un immeuble d'hébergement collectif réalisé conformément à l'article de 5 de l'arrêté ministériel du 15 juillet 2013 portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 novembre 2012 relatif à l'audit énergétique d'un logement.

Le montant de la prime est de 60 % de la facture ou de la note d'honoraires et n'excède pas 1.200 euros par audit.

§ 6. Une prime est octroyée, en cas de rénovation, pour la réalisation de l'audit énergétique global de tout autre bâtiment que ceux visés aux paragraphes 1^{er} à 5 répondant aux conditions suivantes :

1^o l'audit énergétique est réalisé, soit par un auditeur agréé dans le cadre des programmes AMURE ou UREBA, soit par un auditeur agréé conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} juin 2006 fixant les modalités d'agrément des auditeurs pour la réalisation d'audits énergétiques dans le secteur du logement ou conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 novembre 2012 relatif à l'audit énergétique d'un logement;

2^o le rapport d'audit énergétique mentionne au minimum : la performance de l'enveloppe du bâtiment, à savoir le niveau K, le détail des performances thermiques des différentes parois, la performance du système de chauffage ainsi que des améliorations chiffrées portant sur l'enveloppe du bâtiment et les systèmes.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 2^o, pour les bâtiments ou parties de bâtiments qui, par changement d'affectation, acquièrent une nouvelle destination et lorsque, contrairement à la situation antérieure, de l'énergie est consommée pour les besoins des personnes en vue d'obtenir une température intérieure spécifique, le rapport d'audit énergétique mentionne au minimum :

1^o la valeur U des parois existantes délimitant en partie ou en totalité le volume à protéger, les mesures d'amélioration préconisées sur ces parois, le niveau K du bâtiment ou de la partie du bâtiment visée, et les valeurs U après travaux des parois existantes délimitant le volume protégé;

2^o une description du système de chauffage qui est préconisé et l'indication de son rendement global ainsi que des rendements des différents éléments intervenant dans ce rendement global (distribution, émission, production, régulation).

Le montant de la prime est de 60 % de la facture ou de la note d'honoraires et n'excède pas 1.000 euros par audit et par bâtiment.

§ 7. Une prime complémentaire est octroyée aux écoles qui ont bénéficié d'une subvention pour la réalisation d'un audit énergétique dans le cadre du programme UREBA.

Le montant de la prime est fixé à 30 % du coût éligible de l'audit énergétique, tel que défini à l'article 3, § 2, b, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 ou à l'article 3, § 2, 2^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 mars 2013 et n'excède pas 1.000 euros par bâtiment. »

Art. 3. L'article 36 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 36. § 1^{er}. En ce qui concerne les primes visées à l'article 35, §§ 1^{er} à 5, le dossier est introduit par le demandeur auprès de l'administration dans un délai de quatre mois prenant cours à la date de la facture finale ou de la note d'honoraires relative aux prestations réalisées.

Ce dossier est constitué :

1^o du formulaire disponible auprès de l'administration et de ses annexes, dûment complétés;

2^o d'une copie de la facture ou de la note d'honoraires pour les prestations réalisées.

§ 2. En ce qui concerne la prime visée à l'article 35, § 6, le dossier est introduit par le demandeur auprès de l'administration dans un délai de quatre mois prenant cours à la date de la facture finale ou de la note d'honoraires relative aux prestations réalisées.

Ce dossier est constitué :

1^o du formulaire disponible auprès de l'administration et de ses annexes, dûment complétés;

2^o d'une copie de la facture ou de la note d'honneur pour les prestations réalisées;

3^o du rapport d'audit énergétique.

§ 3. En ce qui concerne la prime visée à l'article 35, § 7, le dossier est réputé introduit dès la notification de l'octroi de la subvention obtenue dans le cadre du programme UREBA. »

Art. 4. L'article 69 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 69. § 1^{er}. Une prime est octroyée, en cas de rénovation, pour l'audit énergétique global d'une maison unifamiliale réalisé conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} juin 2006 fixant les modalités d'agrément des auditeurs pour la réalisation d'audits énergétiques dans le secteur du logement.

Le montant de la prime est de 60 % de la facture ou de la note d'honoraires et n'excède pas 360 euros par audit.

§ 2. Une prime est octroyée, en cas de rénovation, pour l'audit énergétique d'un logement réalisé conformément à l'article de 2 de l'arrêté ministériel du 15 juillet 2013 portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 novembre 2012 relatif à l'audit énergétique d'un logement.

Le montant de la prime est de 60 % de la facture ou de la note d'honoraires et n'excède pas 360 euros par audit.

§ 3. Une prime est octroyée, en cas de rénovation, pour l'audit énergétique d'un appartement réalisé conformément à l'article de 3 de l'arrêté ministériel du 15 juillet 2013 portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 novembre 2012 relatif à l'audit énergétique d'un logement.

Le montant de la prime est de 60 % de la facture ou de la note d'honoraires et n'excède pas 250 euros par audit.

§ 4. Une prime est octroyée, en cas de rénovation, pour l'audit énergétique d'un immeuble à appartements ou d'un immeuble d'hébergement collectif réalisé conformément à l'article de 4 de l'arrêté ministériel du 15 juillet 2013 portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 novembre 2012 relatif à l'audit énergétique d'un logement.

Le montant de la prime est de 60 % de la facture ou de la note d'honoraires et n'excède pas 500 euros par audit.

§ 5. Une prime est octroyée, en cas de rénovation, pour l'audit énergétique d'un immeuble à appartements ou d'un immeuble d'hébergement collectif réalisé conformément à l'article de 5 de l'arrêté ministériel du 15 juillet 2013 portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 novembre 2012 relatif à l'audit énergétique d'un logement.

Le montant de la prime est de 60 % de la facture ou de la note d'honoraires et n'excède pas 1200 euros par audit.

§ 6. Une prime est octroyée, en cas de rénovation, pour la réalisation de l'audit énergétique global de tout autre bâtiment que ceux visés aux paragraphes 1^{er} à 5 répondant aux conditions suivantes :

1^o l'audit énergétique est réalisé, soit par un auditeur agréé dans le cadre des programmes AMURE ou UREBA, soit par un auditeur agréé conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} juin 2006 fixant les modalités d'agrément des auditeurs pour la réalisation d'audits énergétiques dans le secteur du logement ou conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 novembre 2012 relatif à l'audit énergétique d'un logement;

2° le rapport d'audit énergétique mentionne au minimum : la performance de l'enveloppe du bâtiment, à savoir le niveau K, le détail des performances thermiques des différentes parois, la performance du système de chauffage ainsi que des améliorations chiffrées portant sur l'enveloppe du bâtiment et les systèmes.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 2°, pour les bâtiments ou parties de bâtiments qui, par changement d'affectation, acquièrent une nouvelle destination et lorsque, contrairement à la situation antérieure, de l'énergie est consommée pur les besoins des personnes en vue d'obtenir une température intérieure spécifique, le rapport d'audit énergétique mentionne au minimum :

1° la valeur U des parois existantes délimitant en partie ou en totalité le volume à protéger, les mesures d'amélioration préconisées pur ces parois, le niveau K du bâtiment ou de la partie du bâtiment visée, et les valeurs U après travaux des parois existantes délimitant le volume protégé;

2° une description du système de chauffage qui est préconisé et l'indication de son rendement global ainsi que des rendements des différents éléments intervenant dans ce rendement global (distribution, émission, production, régulation).

Le montant de la prime est de 60 % de la facture ou de la note d'honoraires et n'excède pas 1.000 euros par audit et par bâtiment. »

Art. 5. L'article 72 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 72. § 1^{er}. En ce qui concerne les primes visées à l'article 69, §§ 1^{er} à 5, le dossier est introduit par la Société wallonne du Logement auprès de l'administration, dans un délai de quatre mois prenant cours à la date d'approbation du décompte final D.1. relatif aux travaux exécutés.

Ce dossier est constitué :

1° du formulaire disponible auprès de l'administration et de ses annexes, dûment complétés;

2° d'une copie de la facture ou de la note d'honoraire pour les prestations réalisées.

§ 2. En ce qui concerne les primes visées à l'article 69, §§ 1^{er} à 5, le dossier est introduit par la Société wallonne du Logement auprès de l'administration, dans un délai de quatre mois prenant cours à la date d'approbation du décompte final D.1. relatif aux travaux exécutés.

Ce dossier est constitué :

1° du formulaire disponible auprès de l'administration et de ses annexes, dûment complétés;

2° d'une copie de la facture ou de la note d'honoraire pour les prestations réalisées;

3° du rapport d'audit énergétique. »

Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets au 1^{er} septembre 2013.

Namur, le 5 novembre 2013.

J.-M. NOLLET

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/206478]

5. NOVEMBER 2013 — Ministerialerlass zur Abänderung des Ministerialerlasses vom 22. März 2010 über die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung der Prämien zur Förderung der rationellen Energienutzung

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst,

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, Artikel 51*bis*, Absatz 1, 2;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt, Artikel 25*bis*;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt, Artikel 29*bis*;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 22. März 2010 über die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung der Prämien zur Förderung der rationellen Energienutzung;

Aufgrund des am 30. Juli 2013 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 28. Oktober 2013 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass die Abänderungen des Ministerialerlasses vom 22. März 2010 am 1. September 2013 in Kraft treten sollen,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 1 des Ministerialerlasses vom 22. März 2010 über die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung der Prämien zur Förderung der rationellen Energienutzung wird die Nummer 19° durch Folgendes ersetzt:

"19°: "UREBA-Programm": durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz von Gebäuden ("UREBA") und durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. März 2013 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur rationellen Energienutzung in Gebäuden ("UREBA") eingeführtes Programm;".

Art. 2 - Artikel 35 des Ministerialerlasses vom 22. März 2010 über die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung der Prämien zur Förderung der rationellen Energienutzung wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 35 - § 1. Eine Prämie wird im Falle einer Renovierung für das gesamte Energieaudit eines Einfamilienhauses gewährt, das in Übereinstimmung mit dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Juni 2006 zur Festlegung der Modalitäten für die Zulassung der Auditoren zur Durchführung von Energieaudits im Bereich des Wohnungswesens durchgeführt wird.

Die Prämie beträgt 60 % des Rechnungs- oder Honorarrechnungsbetrags und überschreitet nicht 360 Euro pro Energieaudit.

§ 2. Eine Prämie wird im Falle einer Renovierung für das Energieaudit einer Wohnung gewährt, das in Übereinstimmung mit Artikel 2 des Ministerialerlasses vom 15. Juli 2013 zur Durchführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. November 2012 über das Energieaudit einer Wohnung durchgeführt wird.

Die Prämie beträgt 60 % des Rechnungs- oder Honorarrechnungsbetrags und überschreitet nicht 360 Euro pro Energieaudit.

§ 3. Eine Prämie wird im Falle einer Renovierung für das Energieaudit eines Appartements gewährt, das in Übereinstimmung mit Artikel 3 des Ministerialerlasses vom 15. Juli 2013 zur Durchführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. November 2012 über das Energieaudit einer Wohnung durchgeführt wird.

Die Prämie beträgt 60 % des Rechnungs- oder Honorarrechnungsbetrags und überschreitet nicht 250 Euro pro Energieaudit.

§ 4. Eine Prämie wird im Falle einer Renovierung für das Energieaudit eines Appartementgebäudes oder eines Gemeinschaftswohn- und Beherbergungsgebäudes gewährt, das in Übereinstimmung mit Artikel 4 des Ministerialerlasses vom 15. Juli 2013 zur Durchführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. November 2012 über das Energieaudit einer Wohnung durchgeführt wird.

Die Prämie beträgt 60 % des Rechnungs- oder Honorarrechnungsbetrags und überschreitet nicht 500 Euro pro Energieaudit.

§ 5. Eine Prämie wird im Falle einer Renovierung für das Energieaudit eines Appartementgebäudes oder eines Gemeinschaftswohn- und Beherbergungsgebäudes gewährt, das in Übereinstimmung mit Artikel 5 des Ministerialerlasses vom 15. Juli 2013 zur Durchführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. November 2012 über das Energieaudit einer Wohnung durchgeführt wird.

Die Prämie beträgt 60 % des Rechnungs- oder Honorarrechnungsbetrags und überschreitet nicht 1.200 Euro pro Energieaudit.

§ 6. Eine Prämie wird im Falle einer Renovierung für die Durchführung des gesamten Energieaudits von jedem anderen Gebäude, das nicht zu den in § 1 bis § 5 erwähnten Gebäuden gehört, gewährt, wenn das Energieaudit folgenden Bedingungen genügt:

1. das Energieaudit wird entweder von einem im Rahmen der AMURE- bzw. UREBA-Programme zugelassenen Auditor oder von einem in Übereinstimmung mit dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Juni 2006 zur Festlegung der Modalitäten für die Zulassung der Auditoren zur Durchführung von Energieaudits im Bereich des Wohnungswesens oder mit dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. November 2012 über das Energieaudit einer Wohnung zugelassenen Auditor durchgeführt;

2° im Energieauditbericht wird mindestens das Folgende angegeben: die Leistung der Außenhaut des Gebäudes, d.h. das Niveau K, die Einzelheiten über die thermischen Leistungen der verschiedenen Wände, die Leistung des Heizsystems sowie die mit Zahlen belegten Aufbesserungen bezüglich der Außenhaut des Gebäudes und der Systeme.

In Abweichung von Abs. 1, 2° und was die Gebäude oder Gebäudeteile betrifft, die durch Änderung der Zweckbestimmung eine neue Zweckbestimmung erhalten, und wenn entgegen der vorherigen Situation Energie verbraucht wird, um den Bedürfnissen von Personen gerecht zu werden, um eine spezifische Innenraumtemperatur zu erreichen, wird im Energieauditbericht mindestens das Folgende angegeben:

1° der U-Wert der bestehenden Wände, die das zu schützende Volumen teilweise oder ganz begrenzen, die für diese Wände empfohlenen Aufbesserungsmaßnahmen, das Niveau K des Gebäudes oder des betroffenen Gebäudeteils und die U-Werte der das beschützte Volumen begrenzenden bestehenden Wände nach den Arbeiten;

2° eine Beschreibung des empfohlenen Heizsystems und die Angabe seines gesamten Wirkungsgrads sowie der Wirkungsgrade der unterschiedlichen Elemente, die zu diesem Wirkungsgrad beitragen (Verteilung, Emission, Erzeugung, Regulierung).

Die Prämie beträgt 60 % des Rechnungs- oder Honorarrechnungsbetrags und überschreitet nicht 1.000 Euro pro Energieaudit und pro Gebäude.

§ 7. Eine zusätzliche Prämie wird den Schulen, die einen Zuschuss für die Durchführung eines Energieaudits im Rahmen des UREBA-Programms erhalten haben, gewährt.

Der Betrag der Prämie wird auf 30 % der zulässigen Kosten des Energieaudits festgesetzt, so wie in Artikel 3, § 2, b des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 oder in Artikel 3, § 2, 2° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. März 2013 bestimmt, und überschreitet nicht 1.000 Euro pro Gebäude."

Art. 3 - Artikel 36 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 36 - § 1. Was die in Artikel 35, § 1 bis § 5 erwähnten Prämien betrifft, wird die Akte vom Antragsteller bei der Verwaltung innerhalb einer Frist von vier Monaten, die ab dem Datum der Endrechnung oder der Honorarrechnung bezüglich der erbrachten Leistungen läuft, eingereicht.

Diese Akte besteht aus:

1° dem bei der Verwaltung verfügbaren Formular und seinen Anlagen, ordnungsgemäß ausgefüllt;

2° einer Kopie der Rechnung oder Honorarrechnung für die getätigten Leistungen.

§ 2 - Was die in Artikel 35, § 6 erwähnte Prämie betrifft, wird die Akte vom Antragsteller bei der Verwaltung innerhalb einer Frist von vier Monaten, die ab dem Datum der Endrechnung oder der Honorarrechnung bezüglich der erbrachten Leistungen läuft, eingereicht.

Diese Akte besteht aus:

- 1° dem bei der Verwaltung verfügbaren Formular und seinen Anlagen, ordnungsgemäß ausgefüllt;
- 2° einer Kopie der Rechnung oder Honorarrechnung für die getätigten Leistungen;
- 3° dem Energieauditbericht.

§ 3. Was die in Artikel 35, § 7 erwähnte Prämie betrifft, gilt die Akte sofort nach der Zustellung der Gewährung des im Rahmen des UREBA-Programms erhaltenen Zuschusses als eingereicht.“

Art. 4 - Artikel 69 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“Art. 69 - § 1. Eine Prämie wird im Falle einer Renovierung für das gesamte Energieaudit eines Einfamilienhauses gewährt, das in Übereinstimmung mit dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Juni 2006 zur Festlegung der Modalitäten für die Zulassung der Auditoren zur Durchführung von Energieaudits im Bereich des Wohnungswesens durchgeführt wird.

Die Prämie beträgt 60 % des Rechnungs- oder Honorarrechnungsbetrags und überschreitet nicht 360 Euro pro Energieaudit.

§ 2. Eine Prämie wird im Falle einer Renovierung für das Energieaudit einer Wohnung gewährt, das in Übereinstimmung mit Artikel 2 des Ministerialerlasses vom 15. Juli 2013 zur Durchführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. November 2013 über das Energieaudit einer Wohnung durchgeführt wird.

Die Prämie beträgt 60 % des Rechnungs- oder Honorarrechnungsbetrags und überschreitet nicht 360 Euro pro Energieaudit.

§ 3. Eine Prämie wird im Falle einer Renovierung für das Energieaudit eines Appartements gewährt, das in Übereinstimmung mit Artikel 3 des Ministerialerlasses vom 15. Juli 2013 zur Durchführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. November 2012 über das Energieaudit einer Wohnung durchgeführt wird.

Die Prämie beträgt 60 % des Rechnungs- oder Honorarrechnungsbetrags und überschreitet nicht 250 Euro pro Energieaudit.

§ 4. Eine Prämie wird im Falle einer Renovierung für das Energieaudit eines Appartementgebäudes oder eines Gemeinschaftswohn- und Beherbergungsgebäudes gewährt, das in Übereinstimmung mit Artikel 4 des Ministerialerlasses vom 15. Juli 2013 zur Durchführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. November 2012 über das Energieaudit einer Wohnung durchgeführt wird.

Die Prämie beträgt 60 % des Rechnungs- oder Honorarrechnungsbetrags und überschreitet nicht 500 Euro pro Energieaudit.

§ 5. Eine Prämie wird im Falle einer Renovierung für das Energieaudit eines Appartementgebäudes oder eines Gemeinschaftswohn- und Beherbergungsgebäudes gewährt, das in Übereinstimmung mit Artikel 5 des Ministerialerlasses vom 15. Juli 2013 zur Durchführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. November 2012 über das Energieaudit einer Wohnung durchgeführt wird.

Die Prämie beträgt 60 % des Rechnungs- oder Honorarrechnungsbetrags und überschreitet nicht 1.200 Euro pro Energieaudit.

§ 6. Eine Prämie wird im Falle einer Renovierung für die Durchführung des gesamten Energieaudits von jedem anderen Gebäude, das nicht zu den in § 1 bis § 5 erwähnten Gebäuden gehört, gewährt, wenn das Energieaudit folgenden Bedingungen genügt:

1. das Energieaudit wird entweder von einem im Rahmen der AMURE- bzw. UREBA-Programme zugelassenen Auditor oder von einem in Übereinstimmung mit dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Juni 2006 zur Festlegung der Modalitäten für die Zulassung der Auditoren zur Durchführung von Energieaudits im Bereich des Wohnungswesens oder mit dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. November 2012 über das Energieaudit einer Wohnung zugelassenen Auditor durchgeführt;

2° im Energieauditbericht wird mindestens das Folgende angegeben : die Leistung der Außenhaut des Gebäudes, d.h. das Niveau K, die Einzelheiten über die thermischen Leistungen der verschiedenen Wände, die Leistung des Heizsystems sowie die mit Zahlen belegten Aufbesserungen bezüglich der Außenhaut des Gebäudes und der Systeme.

In Abweichung von Abs. 1, 2° und was die Gebäude oder Gebäudeteile betrifft, die durch Änderung der Zweckbestimmung eine neue Zweckbestimmung erhalten, und wenn entgegen der vorherigen Situation Energie verbraucht wird, um den Bedürfnissen von Personen gerecht zu werden, um eine spezifische Innenraumtemperatur zu erreichen, wird im Energieauditbericht mindestens das Folgende angegeben:

1° der U-Wert der bestehenden Wände, die das zu schützende Volumen teilweise oder ganz begrenzen, die für diese Wände empfohlenen Aufbesserungsmaßnahmen, das Niveau K des Gebäudes oder des betroffenen Gebäudeteils und die U-Werte der das beschützte Volumen begrenzenden bestehenden Wände nach den Arbeiten;

2° eine Beschreibung des empfohlenen Heizsystems und die Angabe seines gesamten Wirkungsgrads sowie der Wirkungsgrade der unterschiedlichen Elemente, die zu diesem Wirkungsgrad beitragen (Verteilung, Emission, Erzeugung, Regulierung).

Die Prämie beträgt 60 % des Rechnungs- oder Honorarrechnungsbetrags und überschreitet nicht 1.000 Euro pro Energieaudit und pro Gebäude.“

Art. 5 - Artikel 72 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“Art. 72 - § 1. Was die in Artikel 69, § 1 bis § 5 erwähnten Prämien betrifft, wird die Akte von der “Société wallonne du Logement” bei der Verwaltung innerhalb einer Frist von vier Monaten ab dem Datum der Genehmigung der Endabrechnung D.1. bezüglich der durchgeführten Arbeiten eingereicht.

Diese Akte besteht aus:

- 1° dem bei der Verwaltung verfügbaren Formular und seinen Anlagen, ordnungsgemäß ausgefüllt;
- 2° einer Kopie der Rechnung oder Honorarrechnung für die getätigten Leistungen.

§ 2. Was die in Artikel 69, § 1 bis § 5 erwähnten Prämien betrifft, wird die Akte von der “Société wallonne du Logement” bei der Verwaltung innerhalb einer Frist von vier Monaten ab dem Datum der Genehmigung der Endabrechnung D.1. bezüglich der durchgeführten Arbeiten eingereicht.

Diese Akte besteht aus :

- 1° dem bei der Verwaltung verfügbaren Formular und seinen Anlagen, ordnungsgemäß ausgefüllt;
- 2° einer Kopie der Rechnung oder Honorarrechnung für die getätigten Leistungen;
- 3° dem Energieauditbericht.”.

Art. 6 - Der vorliegende Erlass wird am 1. September 2013 wirksam.

Namur, den 5. November 2013

J.-M. NOLLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/206478]

5 NOVEMBER 2013. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 22 maart 2010 betreffende de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van premies ter bevordering van rationeel energiegebruik

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, inzonderheid op artikel 51*bis*, eerste lid, 2°;

Gelet op het Besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt, inzonderheid op artikel 25*bis*;

Gelet op het Besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt, inzonderheid op artikel 29*bis*;

Gelet op het ministerieel besluit van 22 maart 2010 betreffende de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van premies ter bevordering van rationeel energiegebruik;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 30 juli 2013;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 28 oktober 2013;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de wijzigingen aangebracht in het ministerieel besluit van 22 maart 2010 op 1 september 2013 in werking moeten treden,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het ministerieel besluit van 22 maart 2010 betreffende de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van premies ter bevordering van rationeel energiegebruik, wordt 19° vervangen als volgt :

« 19° : “programma UREBA” : programma ingesteld bij het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 betreffende de toekenning van subsidies aan de publiekrechtelijke personen en aan de niet-commerciële instellingen voor de verwezenlijking van studies en werken die een betere energieprestatie van de gebouwen (UREBA) beogen en bij het besluit van de Waalse Regering van 28 maart 2013 betreffende de toekenning van subsidies aan de publiekrechtelijke personen en de niet-commerciële instellingen voor de uitvoering van studies en werken voor de verbetering van de energieprestatie en het rationeel energiegebruik in de gebouwen (UREBA);”.

Art. 2. Artikel 35 van het ministerieel besluit van 22 maart 2010 betreffende de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van premies ter bevordering van rationeel energiegebruik wordt vervangen als volgt :

« Art. 35. § 1. In geval van renovatie van een gebouw wordt een premie toegekend voor de globale energie-audit van een eengezinswoning uitgevoerd overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 1 juni 2006 tot vastlegging van de erkenningsmodaliteiten voor de auditteurs die energie-audits in de huisvestingssector uitvoeren.

Het premiebedrag is gelijk aan 60 % van de factuur of van de ereloonnota en mag niet hoger zijn dan 360 euro per audit.

§ 2. In geval van renovatie van een gebouw wordt een premie toegekend voor de energie-audit van een woning uitgevoerd overeenkomstig artikel 2 van het ministerieel besluit van 15 juli 2013 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 15 november 2012 betreffende de energie-audit van een woning.

Het premiebedrag is gelijk aan 60 % van de factuur of van de ereloonnota en mag niet hoger zijn dan 360 euro per audit.

§ 3. In geval van renovatie van een gebouw wordt een premie toegekend voor de energie-audit van een appartement uitgevoerd overeenkomstig artikel 3 van het ministerieel besluit van 15 juli 2013 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 15 november 2012 betreffende de energie-audit van een woning.

Het premiebedrag is gelijk aan 60 % van de factuur of van de ereloonnota en mag niet hoger zijn dan 250 euro per audit.

§ 4. In geval van renovatie van een gebouw wordt een premie toegekend voor de energie-audit van een flatgebouw of van een collectief verblijfgebouw uitgevoerd overeenkomstig artikel 4 van het ministerieel besluit van 15 juli 2013 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 15 november 2012 betreffende de energie-audit van een woning.

Het premiebedrag is gelijk aan 60 % van de factuur of van de ereloonnota en mag niet hoger zijn dan 500 euro per audit.

§ 5. In geval van renovatie van een gebouw wordt een premie toegekend voor de energie-audit van een flatgebouw of van een collectief verblijfgebouw uitgevoerd overeenkomstig artikel 5 van het ministerieel besluit van 15 juli 2013 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 15 november 2012 betreffende de energie-audit van een woning.

Het premiebedrag is gelijk aan 60 % van de factuur of van de ereloonnota en mag niet hoger zijn dan 1.200 euro per audit.

§ 6. In geval van renovatie wordt een premie toegekend voor de uitvoering van een globale energie-audit van elk ander gebouw dan die bedoeld in de paragrafen 1 tot 5 en die aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° de energie-audit wordt uitgevoerd, hetzij door een auditeur erkend in het kader van de programma's AMURE of UREBA, hetzij door een auditeur erkend overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 1 juni 2006 tot vastlegging van de erkenningsmodaliteiten voor de auditeurs die energie-audits in de huisvestingssector uitvoeren of overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 15 november 2012 betreffende de energie-audit van een woning;

2° de energie-audit vermeldt op zijn minst : de prestatie van de mantel van het gebouw, namelijk het peil K, het detail van de thermische prestaties van de verschillende wanden, de prestatie van het verwarmingssysteem, alsook gecijferde verbeteringen betreffende de mantel van het gebouw en de systemen.

In afwijking van het eerste lid, 2°, vermeldt de energie-audit voor de gebouwen of gebouwgedeelten die ingevolge een verandering van bestemming een nieuwe bestemming krijgen en wanneer, in tegenstelling tot de vorige toestand, energie voor de behoeften van de personen verbruikt wordt om een specifieke binnentemperatuur te verkrijgen, op zijn minst :

1° de waarde U van de bestaande wanden waardoor het te beschermen volume gedeeltelijk of geheel afgebakend wordt, de verbeteringsmaatregelen aanbevolen voor die wanden, het peil K van het gebouw of van bedoeld gebouwgedeelte, en de waarden U na werkzaamheden aan de bestaande wanden die het beschermde volume afbakenen;

2° een omschrijving van het aanbevolen verwarmingssysteem en de melding van het globale rendement ervan, alsook de rendementen van de verschillende elementen die in dat globale rendement tussenkomen (distributie, emissie, productie, regeling).

Het premiebedrag is gelijk aan 60 % van de factuur of van de ereloonnota en mag niet hoger zijn dan 1.000 euro per audit en per gebouw.

§ 7. Er wordt een aanvullende premie toegekend aan de scholen die een subsidie genoten hebben voor de uitvoering van een energie-audit in het kader van het programma UREBA.

Het premiebedrag wordt vastgelegd op 30 % van de in aanmerking komende prijs van de energie-audit, zoals bepaald in artikel 3, § 2, b, van het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 of in artikel 3, § 2, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 28 maart 2013 en mag niet hoger zijn dan 1.000 euro per gebouw.”.

Art. 3. Artikel 36 wordt vervangen door de volgende bepaling :

”Art. 36. § 1. Wat betreft de premies bedoeld in artikel 35, §§ 1 tot 5, wordt het dossier door de aanvrager aan de administratie gericht binnen een termijn van vier maanden, die ingaat op de datum van de slotfactuur of van de ereloonnota betreffende de verrichte prestaties.

Dat dossier bevat :

1° het formulier dat bij de administratie verkrijgbaar is en de desbetreffende bijlagen, behoorlijk ingevuld;

2° een afschrift van de factuur of van de ereloonnota betreffende de verrichte prestaties.

§ 2. Wat betreft de premie bedoeld in artikel 35, § 6, wordt het dossier door de aanvrager aan de administratie gericht binnen een termijn van vier maanden, die ingaat op de datum van de slotfactuur of van de ereloonnota betreffende de verrichte prestaties.

Dat dossier bevat :

1° het formulier dat bij de administratie verkrijgbaar is en de desbetreffende bijlagen, behoorlijk ingevuld;

2° een afschrift van de factuur of van de ereloonnota betreffende de verrichte prestaties;

3° het energie-auditrapport.

§ 3. Wat betreft de premie bedoeld in artikel 35, § 7, wordt het dossier geacht te zijn ingediend met ingang van de kennisgeving van de toekenning van de subsidie in het kader van het programma UREBA.”.

Art. 4. Artikel 69 wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Art. 69. § 1. In geval van renovatie van een gebouw wordt een premie toegekend voor de globale energie-audit van een ééngeswoning uitgevoerd overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 1 juni 2006 tot vastlegging van de erkenningsmodaliteiten voor de auditeurs die energie-audits in de huisvestingssector uitvoeren.

Het premiebedrag is gelijk aan 60 % van de factuur of van de ereloonnota en mag niet hoger zijn dan 360 euro per audit.

§ 2. In geval van renovatie van een gebouw wordt een premie toegekend voor de energie-audit van een woning uitgevoerd overeenkomstig artikel 2 van het ministerieel besluit van 15 juli 2013 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 15 november 2012 betreffende de energie-audit van een woning.

Het premiebedrag is gelijk aan 60 % van de factuur of van de ereloonnota en mag niet hoger zijn dan 360 euro per audit.

§ 3. In geval van renovatie van een gebouw wordt een premie toegekend voor de energie-audit van een appartement uitgevoerd overeenkomstig artikel 3 van het ministerieel besluit van 15 juli 2013 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 15 november 2012 betreffende de energie-audit van een woning.

Het premiebedrag is gelijk aan 60 % van de factuur of van de ereloonnota en mag niet hoger zijn dan 250 euro per audit.

§ 4. In geval van renovatie van een gebouw wordt een premie toegekend voor de energie-audit van een flatgebouw of van een collectief verblijfgebouw uitgevoerd overeenkomstig artikel 4 van het ministerieel besluit van 15 juli 2013 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 15 november 2012 betreffende de energie-audit van een woning.

Het premiebedrag is gelijk aan 60 % van de factuur of van de ereloonnota en mag niet hoger zijn dan 500 euro per audit.

§ 5. In geval van renovatie van een gebouw wordt een premie toegekend voor de energie-audit van een flatgebouw of van een collectief verblijfgebouw uitgevoerd overeenkomstig artikel 5 van het ministerieel besluit van 15 juli 2013 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 15 november 2012 betreffende de energie-audit van een woning.

Het premiebedrag is gelijk aan 60 % van de factuur of van de ereloonnota en mag niet hoger zijn dan 1.200 euro per audit.

§ 6. In geval van renovatie wordt een premie toegekend voor de uitvoering van een globale energie-audit van elk ander gebouw dan die bedoeld in de paragrafen 1 tot 5 en die aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° de energie-audit wordt uitgevoerd, hetzij door een auditeur erkend in het kader van de programma's AMURE of UREBA, hetzij door een auditeur erkend overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 1 juni 2006 tot vastlegging van de erkenningsmodaliteiten voor de auditeurs die energie-audits in de huisvestingssector uitvoeren of overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 15 november 2012 betreffende de energie-audit van een woning;

2° de energie-audit vermeldt op zijn minst : de prestatie van de mantel van het gebouw, namelijk het peil K, het detail van de thermische prestaties van de verschillende wanden, de prestatie van het verwarmingssysteem, alsook gecijferde verbeteringen betreffende de mantel van het gebouw en de systemen.

In afwijking van het eerste lid, 2°, vermeldt de energie-audit voor de gebouwen of gebouwgedeelten die ingevolge een verandering van de bestemming een nieuwe bestemming krijgen en wanneer, in tegenstelling tot de vorige toestand, energie voor de behoeften van de personen verbruikt wordt om een specifieke binnentemperatuur te verkrijgen, op zijn minst :

1° de waarde U van de bestaande wanden waardoor het te beschermen volume gedeeltelijk of geheel afgebakend wordt, de verbeteringsmaatregelen aanbevolen voor die wanden, het peil K van het gebouw of van bedoeld gebouwgedeelte, en de waarden U na werkzaamheden aan de bestaande wanden die het beschermde volume afbakenen;

2° een omschrijving van het aanbevolen verwarmingssysteem en de melding van het globale rendement ervan, alsook de rendementen van de verschillende elementen die in dat globale rendement tussenkomen (distributie, emissie, productie, regeling).

Het premiebedrag is gelijk aan 60 % van de factuur of van de ereloonnota en mag niet hoger zijn dan 1.000 euro per audit en per gebouw. .

Art. 5. Artikel 72 wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Art. 72. § 1. Wat betreft de premies bedoeld in de artikelen 69, §§ 1 tot 5, wordt het dossier door de "Société wallonne du Logement" (Waalse Huisvestingsmaatschappij) aan de administratie gericht binnen een termijn van vier maanden, die ingaat op de datum van goedkeuring van de eindrekening D.1. betreffende de uitgevoerde werken.

Dat dossier bevat :

1° het formulier dat bij de administratie verkrijgbaar is en de desbetreffende bijlagen, behoorlijk ingevuld;

2° een afschrift van de factuur of van de ereloonnota betreffende de verrichte prestaties.

§ 2. Wat betreft de premies bedoeld in artikel 69, §§ 1 tot 5, wordt het dossier door de "Société wallonne du Logement" (Waalse Huisvestingsmaatschappij) aan de administratie gericht binnen een termijn van vier maanden, die ingaat op de datum van goedkeuring van de eindrekening D.1. betreffende de uitgevoerde werken.

Dat dossier bevat :

1° het formulier dat bij de administratie verkrijgbaar is en de desbetreffende bijlagen, behoorlijk ingevuld;

2° een afschrift van de factuur of van de ereloonnota betreffende de verrichte prestaties;

3° het energie-auditrapport. .

Art. 6. Dit besluit heeft uitwerking op 1 september 2013.

Namen, 5 november 2013.